

# La Commission ne semble pas convaincue par l'effort budgétaire de la Belgique

## LE RÉSUMÉ

Le verdict de l'Europe sur le budget belge n'est attendu que **la semaine prochaine**.

Ce qui n'empêche pas de lire entre les lignes: **la Belgique ne tient pas ses promesses**.

**Toutes les nouvelles ne sont pas mauvaises** pour autant.

**BENOÎT MATHIEU**

Printemps, automne, hiver. Tel est le rythme des prévisions économiques élaborées par la Commission – après tout, durant l'été, on a bien le droit de souffler un peu. Tous les trois mois (ou six, donc), l'exécutif européen prend le pouls des économies européennes. Et, comme tous les trois (ou six) mois, le bilan belge est mitigé. On y trouve à boire et à manger. Des raisons de se réjouir, d'autres de s'inquiéter – et de quoi être dubitatif, aussi. Un joli panaché.

■ **Croissance.** «L'économie belge a perdu de la vapeur durant les neuf premiers mois de cette année», relève la Commission. Une décélération qui coïncide avec les attaques terroristes de mars et leurs répercussions. En 2016, la croissance belge se sera fixée à 1,2% du PIB, estime la Commission, alors que le gouvernement fédéral, fort des données fournies par le Bureau du plan, table sur une progression de 1,4%. Pour l'an prochain, c'est l'inverse: le gouvernement Michel est un tantinet plus pessimiste (1,2%) que l'Europe (1,3%), qui prédit dans la foulée une avancée de 1,5% du PIB pour 2018.

Le principal moteur de cette (timide) croissance? La demande domestique, pointe le chapitre belge de ces prévisions automnales. Aussi bien durant les trimestres passés que pour ceux à venir. «La consommation privée rebondit et rejoint la croissance, plutôt dynamique, des investissements.» Après des années de modération salariale, poursuit la prose européenne, les salaires belges ont à nouveau été adaptés à la hausse du coût de

la vie, tandis que certaines baisses d'impôts ont été activées. De quoi compenser, côté pouvoir d'achat, l'effet négatif d'une inflation belge plus vigoureuse qu'ailleurs.

■ **Emploi.** C'est même le titre du chapitre belge: «Croissance modeste, marché du travail qui se renforce». Le marché belge du travail affiche de bonnes performances, salue l'Eu-

rope, «avec des créations d'emplois significatives dans le secteur privé». Après 53.000 postes nés en 2016, elle s'attend à voir débarquer 85.000 emplois supplémentaires d'ici la fin 2018. Soit un total de 138.000 sur trois ans.

■ **Dettes.** Ce n'est pas parce qu'on est habitués à le traîner qu'un boulet n'est pas gênant. Et là, il s'agit d'un fameux boulet: la dette belge. En mai dernier, la Commission pariait sur une fonte à partir du cru 2017. Après une (légère, certes, mais tout de même) progression s'étalant de 2012 à 2016, la dette était supposée entamer un recul, passant de 106,4% du PIB en 2016 à 105,6% du PIB en 2017. Perdu. Vu les ratés budgétaires, la décruce, ce sera pour plus tard. En 2016, finalement, le passif belge devrait s'élever à 107% du PIB, pour culminer l'an prochain à 107,1%. Ce n'est qu'en 2018 que la descente devrait être amorcée (106,4%).

■ **Budget.** La Belgique est sur le fil. S'expose-t-elle à une sanction et valsera-t-elle à nouveau dans la procédure pour déficit excessif? La réponse tombera la semaine prochaine, vraisemblablement mercredi, lorsque la Commission délivrera son analyse approfondie des budgets remis à la mi-octobre par les Etats membres.

En attendant, cela n'empêche pas de relever les voyants – rouges –, qui viennent de s'allumer à l'occasion de la publication de ces prévisions d'automne. Déjà, il y a la dette qui, dans un monde idéal, ne devrait pas excéder les 60% du PIB. Ou, si elle dépasse cette limite pas si fatidique que cela, se dégonfler selon un rythme continu. Vous l'avez lu: pour la Belgique, c'est loin d'être gagné.

Ensuite, il y a la situation budgétaire 2016. Loin d'être réjouissante. Pour une fois, le gouvernement Michel et la Commission sont (quasi) sur la même ligne: cette année,

le déficit nominal va atteindre les 3% du PIB – en voilà une autre, de limite fatidique. 2,96% du PIB, précise-t-on tout de même dans les rangs michéliens. Contre 2,5% en 2015, toujours selon les données européennes. Parmi les explications de ce solide dérapage, la Commission pointe le coût (temporaire) de la crise de l'asile et de la menace terroriste, estimé à 0,2% du PIB. Rappelons que l'Europe a promis, via sa «clause de flexibilité», de se montrer compréhensive envers les sorties de route générées par ce type de dépenses exceptionnelles. Voilà une manière de faire chuter ces 3% à 2,8%.

Mais le véritable souci n'est pas là. Ce qui intéresse l'Europe, c'est le déficit structurel, débarrassé des aléas de la conjoncture et des mesures non récurrentes. La feuille de route belge est claire: son déficit structurel doit se réduire, chaque année, à hauteur de minimum 0,6% du PIB. Michel en a rajouté une couche, avec son engagement à renouer avec l'équilibre en 2018. Sauf que l'affaire est mal emmanchée. Selon la Commission, cette année, le déficit structurel belge a empiré de dix points de base, passant de 2,6% à 2,7% du PIB. Reconnaisant l'échec de 2016, le gouvernement s'est engagé à réaliser sa part du boulot en deux ans, en effectuant un coup de rein de 1,3% d'ici 2017. Sans convaincre l'Europe, persuadée que la Belgique ne fera que la moitié du chemin, elle qui estime son déficit structurel, cru 2017, à 2%. Loin du 1,1% vanté par Michel. Elle qui table également sur un déficit structurel de 2,2% en 2018, si Michel ne prend aucune mesure supplémentaire. Loin de l'équilibre derrière lequel court Michel.

# 2% du PIB

**Pour l'Europe, la Belgique affichera un déficit structurel de 2% du PIB en 2017. Loin du 1,1% récemment promis par le gouvernement Michel.**

## ET LE RESTE DE L'EUROPE?

### LA CROISSANCE DU ROYAUME-UNI DÉVISE

L'automne est moins riant que le printemps, c'est connu. Ce mercredi, la Commission européenne a légèrement abaissé ses prévisions de croissance pour la zone euro en 2017, mettant en garde contre les incertitudes liées au Brexit et au climat international «volatil» – que l'élection de Donald Trump à la Maison-Blanche ne risque

pas de stabiliser. En mai dernier, la Commission prévoyait, pour la zone euro, une croissance de 1,8% du PIB en 2017 – sans se prononcer pour 2018. À présent, elle table plutôt sur 1,5% pour l'an prochain, et sur 1,7% en 2018.

À ce jeu, c'est le Royaume-Uni qui perd le plus de plumes, avec une perspective de croissance presque divisée par deux

en 2017. Le 1,9% prévu en mai dernier – 2,1% début 2016 – est devenu 1%. Avec une amélioration en 2018, à 1,2%.

L'Italie préoccupe l'Europe, qui estime qu'elle ne respectera guère les limites en termes de déficit et d'endettement. Il faut dire que la croissance y est à la traîne (0,7% en 2016 et 0,9% en 2017). La France pourrait, elle aussi, faire grise

mine: le scénario d'une croissance à 1,5% en 2016 est contredit par l'Europe: 1,3%. Par contre, elle repasserait enfin sous les 3% de déficit en 2017 (2,9%). Avant de dérapier en 2018 (3,1%).

**PRÉVISIONS DE CROISSANCE DE LA COMMISSION EUROPÉENNE**

